

CH_VB 20021022 vom 16. März 1992

Bundesverwaltung, 1992-03-16, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb__td_class__metadataCell__20021022__td_

FR: CH_VB 20021022 du 16 mars 1992

IT: CH_VB 20021022 del 16 marzo 1992

Erwägungen

E. 16

März 1992 N 463 Fragestunde Frage 52: Gonseth. Rückstand in der Luftreinhalte-Politik
Lutte contre la pollution atmosphérique Nach Angaben des Buwal vom Februar 1992
«können die Ziele des LRK mit einer Verzögerung von einigen Jahren erreicht werden, unter der Voraussetzung, dass alle offenen Massnahmen auf Bundesebene fristgerecht und ohne Abstrich realisiert und die kantonalen Massnahmenpläne in Kraft gesetzt und vollzogen werden können». Die Emissionsprognosen insbesondere für NOX müssen jedoch angezweifelt werden, da das Verkehrswachstum viel stärker als im EWI-Bericht angenommen zunimmt. Anstelle eines Wachstums von 10 Prozent (1985-1990) zeigen Messungen im Kanton Zürich zum Beispiel eine Zunahme von 25 Prozent. Hinzu kommen die ernüchternden Daten des TÜV über die Wirksamkeit von Katalysatoren. Ernüchternd ist z. B. auch, dass die Jahresmittelwerte für NO_x in den Kantonen Basel-Landschaft und Basel-Stadt 1991 wieder zugenommen haben. Wird der Bundesrat seine offensichtlich zu positiven Emissionsprognosen überprüfen lassen? Welche Konsequenzen ergeben sich für den Bundesrat aus dem aus ärztlicher Sicht unverantwortlichen Rückstand in der Luftreinhalte-Politik? Um wie viele Jahre vergrössert sich der im letzten Jahr deklarierte Rückstand von zwei bis drei Jahren? Bundesrat Cotti: Die Überprüfung von Prognosen, Frau Gonseth, ist selbstverständlich eine Daueraufgabe. Neue Verkehrs- und Emissionserhebungen, wie Sie sie wünschen, sind zurzeit in meinem Departement - zusammen mit anderen - und ebenfalls in der Bundesrepublik Deutschland im Gange. Wir arbeiten mit der BRD eng zusammen. Alle bisherigen Anstrengungen des Bundesrates zielten darauf hin, nachteilige Auswirkungen der Luftverunreinigung so rasch als möglich zu eliminieren; das bleibt die Hauptzielsetzung unserer Politik, die wir konsequent fortsetzen wollen. Frau Gonseth: Herr Bundesrat, geben Sie sich nicht einer Selbsttäuschung hin, wenn Sie nicht endlich einen Grundsatzentscheid fällen? Wie wollen Sie die Konkurrenz zwischen dem Ziel einer gesunden Luft und dem ständig wachsenden Verkehr lösen? Da braucht es doch einen Grundsatzentscheid! Wieweit wird dieser Grundsatzentscheid durch die gegenwärtige Europapolitik des Bundesrates verzögert? Bundesrat Cotti: Lieber die Europapolitik, Frau Gonseth, möchte ich mich in diesem Moment nicht äussern. Es bleibt das Ziel des Bundesrates, die Ziele des Luftreinhalte-Konzepts zu erreichen. Das ist nicht illusorisch; das ist möglich. Es braucht noch etwas Zeit. Wer glaubt, hier von einem Tag auf den anderen ein Problem, dessen Lösung einen langen Prozess voraussetzt, plötzlich vom Himmel gelöst zu bekommen, täuscht sich.
Question 53: Spielmann. Export von giftigen Abfällen Exportation de déchets toxiques Plus de 20 000 tonnes de déchets toxiques (dioxine et métaux lourds) ont été expédiés de 1987 à 1990 à l'intention d'une entreprise portugaise chargée de les recycler. Or, cette entreprise n'était en fait qu'une boîte-aux-lettres et les déchets ont été jetés dans une décharge à ciel ouvert. Quels sont les moyens de contrôle de l'Office fédéral de l'environnement sur la

destination et le traitement des déchets suisses exportés? Quelles mesures le Conseil fédéral entend-il prendre pour empêcher la répétition de tels faits et quelles sont les mesures qui sont ou seront prises contre les responsables suisses de ce trafic? M. Cotti, conseiller fédéral: Monsieur Spielmann, les bases légales pour le contrôle des exportations de déchets spéciaux figurent - vous le savez - dans l'ordonnance sur les mouvements de déchets spéciaux. L'Office de l'environnement contrôle ces exportations sur la base des documents qui lui sont préalablement remis. Dans ces documents, le destinataire à l'étranger doit apporter la preuve que les déchets sont éliminés d'une manière compatible avec l'environnement et conformément aux lois en vigueur dans son pays. En outre, ces documents doivent comporter une confirmation de la part des autorités du pays destinataire. Dans le cas de l'exportation des mâchefers en question, les garanties nécessaires avaient été fournies par les responsables portugais concernés. Toutefois, il n'a pas été satisfait à ces garanties. La responsabilité incombe donc au pays destinataire. La Suisse est partie à la Convention de Baie et j'ai le plaisir de vous signaler que cette convention entrera en vigueur le 5 mai 1992. Cette dernière prévoit - vous le savez - la possibilité d'exercer des contrôles encore plus restreints sur les éventuelles exportations de déchets, en particulier vers les pays du tiers monde. M. Spielmann: Monsieur le conseiller fédéral, je vous remercie pour votre réponse à la première partie de ma question. Il s'agit dans le cas particulier d'une exportation de plus de

E. 20

000 tonnes de déchets et, parmi ceux-ci, de la dioxine. Paradoxalement, c'est seulement au moment où la loi portugaise sur les dépôts de déchets est entrée en vigueur qu'on a cessé l'envoi de ces matériaux au Portugal. C'est donc vrai qu'il y a un lien direct avec la loi portugaise. On savait du côté des entreprises suisses qui livraient ces déchets au Portugal qu'ils échappaient à la loi et, aujourd'hui, la question qui se pose par rapport à ces 20 000 tonnes de déchets déposées et recouvertes de bâches en plastique depuis deux ans, c'est de savoir où ils vont aller? Il y a une réclamation de retour en Suisse et ma question précise est de savoir si des sanctions sont prises contre les entreprises qui, de façon notoire, exportent des déchets, sans qu'ils soient traités, dans des entreprises qui ne sont que des boîtes aux lettres et qui déposent ces déchets dans la nature, avec toutes les conséquences que cela peut avoir pour la population. M. Cotti, conseiller fédéral: Il est possible qu'une demande de reprise des déchets par le «remettant» soit présentée. Dans ce cas, la demande sera examinée par l'Office fédéral et la question des responsabilités sera certainement établie. Toutefois, - je le répète - dans le contexte actuel, je ne pense pas qu'une responsabilité puisse être retenue soit contre l'Office fédéral soit contre les exportateurs suisses. Question 54: Gardiol. Durch Mikrowellen erwärmte Lebensmittel Aliments chauffés aux micro-ondes En se faisant l'écho de dangers dus à l'ingestion d'aliments traités aux micro-ondes, soi-disant mis en évidence à l'Ecole polytechnique, la presse a semé le doute, voire la panique au sujet de l'innocuité de ce mode de cuisson. Ce type d'affirmation fait régulièrement surface en Suisse et à l'étranger. L'OMS, l'Office fédéral de la santé publique et d'autres milieux ont tous démenti cette information, mais sans jamais se référer à des études précises étayant scientifiquement leurs affirmations. Je pose les deux questions suivantes: - L'OFSP possède-t-il de telles données? - Le Conseil fédéral n'estime-t-il pas indispensable de donner un mandat ou de se joindre à une étude internationale qui aurait pour but de comparer les méthodes de cuisson traditionnelles à la cuisson par micro-ondes pour déterminer la formation de composés toxiques et de substances mutagènes? M. Cotti, conseiller fédéral: Les données scientifiques que vous invoquez, Madame Gardiol, émanent

de l'Office fédéral de la santé publique. Aujourd'hui même, un article très complet est publié à ce sujet dans le bulletin de cet office, article qui ne traite pas seulement tous les aspects de la cuisson par micro-ondes mais qui cite également toutes les bases scientifiques qui sont largement connues dans ce domaine. Les études à disposition, non seulement de notre office mais aussi de l'OMS, étant tout à fait sérieuses, les autorités fédérales ne jugent pas du tout nécessaire d'ordonner un nouvel examen.

Heure des questions 464 N 16 mars 1992 Mme Gardiol: Je suis informée du contenu de l'article qui a paru aujourd'hui. Il reprend toutes les connaissances traditionnelles au sujet des micro-ondes, mais il ne fait aucune allusion aux modifications moléculaires que pourrait provoquer ce type de cuisson. Des travaux à ce sujet ont été effectués chez Nestlé, entre autres, ainsi qu'en France. Aucune des références citées dans cet article ne fait allusion à ces travaux très pointus. Si l'Office fédéral de la santé publique possède ces données, je lui saurais gré d'en faire état et de les publier de manière claire. M. Cotti, conseiller fédéral: Il s'agit plutôt d'une exhortation de votre part, Madame Gardiol, ce qui est tout à fait juste. Je ne sais pas si les éléments auxquels vous faites allusion sont en possession de l'Office fédéral. Ce que je puis répéter, c'est que les spécialistes de cet Office déclarent que les dangers parfois évoqués par les médias n'existent pas. Frage 55: Kern. Obligatorischer Fahrunterricht für Motorwagenführer Formation obligatoire des conducteurs de voitures automobiles Die Schweiz ist das einzige Land in Europa, deren Regierung es nicht für nötig erachtet, die Verkehrssicherheit und den Umweltschutz mit einer in dieser Richtung gezielten obligatorischen Fahrausbildung für Motorwagenlenker in den Griff zu bekommen. Die gezielte Ausbildung (40 bis 50 Stunden) in Norwegen bewirkt, dass dort trotz klimatisch schwierigen Verhältnissen pro Million Autofahrer im Jahr auf der Strasse etwa 10 Personen weniger sterben als in Mitteleuropa. Die Anwärter auf einen Führerausweis für Motorräder haben ab 1. Januar 1993, gestützt auf Artikel 17b Absatz 1 VZV, einen praktischen Fahrkurs zu absolvieren, damit sie zur Führerprüfung zugelassen werden. Warum wird nicht auch für Anwärter auf Führerausweise für Motorwagen ein obligatorischer Fahrunterricht verlangt? Bundesrat Koller: Der Bundesrat hat grundsätzlich Verständnis für das Anliegen des Fragestellers. So sah der 1983 vom Bundesamt für Polizeiwesen zur Vernehmlassung gestellte Vorschlag zur Ergänzung der Verkehrszulassungsverordnung unter anderem auch obligatorische Fahrstunden auf Motorwagen bei einem Fahrlehrer vor. Dieses Konzept stiess aber nicht nur bei den Kantonen, sondern unter anderem auch in Fahrlehrerkreisen auf starke Opposition, weil man insbesondere befürchtete, dass dann nur noch das Minimum der obligatorisch vorgeschriebenen Fahrstunden besucht würde. In der Folge hat das Bundesamt in engem Kontakt mit allen interessierten Kreisen nach einer möglichst breit abgestützten Lösung gesucht, die mit der vom Bundesrat am 13. Februar 1991 beschlossenen Verordnungsänderung verwirklicht worden ist. Diese schreibt einen theoretischen Verkehrskundeunterricht bei einem Fahrlehrer für alle Fahrschüler vor, praktischen Fahrunterricht aber nur dort, wo sich dies in erster Linie sachlich aufdrängt, nämlich bei den Motorradfahrerschülern. Dadurch wird für diese eine fachkundige Anleitung zu Beginn der Ausbildung sichergestellt, bevor sie - anders als die Inhaber eines Lernfahrausweises für Motorwagen - Lernfahrten ohne Begleitperson unternehmen. Kern: Ich stelle mit Bedauern fest, dass Herr Bundesrat Koller nicht gewillt ist, in der Schweiz einen obligatorischen Fahrunterricht für Motorwagenlenker einzuführen. Ohne weiteres ist es möglich, die Geschwindigkeit zu reduzieren, um weniger Unfälle zu produzieren. Ich frage nur: Ist es richtig, dass die Schweiz das einzige Land ist, das keinen Fahrunterricht für

Motorwagenlenker kennt? Bundesrat Koller: Ich gebe Ihnen auf Ihre Frage gerne Antwort: Kein Fahrschulobligatorium kennen ausser der Schweiz auch Oesterreich, Belgien, Frankreich, Italien, die Niederlande, Spanien, Schweden und England. Im übrigen darf ich Sie auch darauf hinweisen, dass trotz dieses fehlenden Obligatoriums in unserem Lande tatsächlich 90 Prozent aller Fahrschüler Fahrstunden bei Fahrlehrern nehmen. Wir sind daher der Ueberzeugung, dass diese Ordnung in bezug auf die Verkehrssicherheit ein Optimum mit sich bringt. Frage 56: Gonseth. Weniger Verkehrstopfer Limites de vitesse et accidents de la route Der Rückgang der Zahl von Toten und Verletzten im Strassenverkehr ist nach Aussagen der BfU unter anderem eine Auswirkung des befristeten Tempoversuches sowie der Sensibilisierung der Autofahrer und Autofahrerinnen durch die intensiven Diskussionen der Tempolimiten in der Oeffentlichkeit. Bisher hat es der Bundesrat leider versäumt, die sowohl im EWI-Bericht als auch im Bericht des Institutes für Verkehrsplanung der ETH ausgewiesenen günstigen Auswirkungen des Tempoversuches auf die Verkehrssicherheit gebührend zu würdigen oder für eine Oeffentlichkeitskampagne auszunützen. Der Blutzoll auf unseren Strassen mit 870 Toten und 28 000 Verletzten ist nach wie vor viel zu hoch und könnte nach Aussagen der BfU auf 500 bis 600 Tote im Jahr vermindert werden. Welche Anstrengungen unternimmt der Bundesrat, um diesem Ziel näher zu kommen? Ist der Bundesrat bereit, durch Oeffentlichkeitskampagnen vermehrt auf den sehr günstigen Einfluss von tieferen eingehaltenen Tempolimiten auf die Verkehrssicherheit hinzuweisen und für deren weitere und bessere Akzeptanz zu werben? Bundesrat Koller: Aufgrund provisorischer Zahlen ermittelte die BfU für letztes Jahr gegenüber 1990 einen Rückgang der Zahl der Verkehrstoten um 8,8 Prozent und der Verletzten um 4,7 Prozent. Als mögliche Erklärung verwies sie auf die Rezession, den strengen Winter und auf den Tempoversuch 70/100, über dessen Beitrag die meisten Unsicherheitsfaktoren bestehen. So ist unter anderem zu beachten, dass sich das Unfallgeschehen 1991 auch in anderen Ländern verbessert hat. Zum Beispiel ging die Zahl der Verkehrstoten in Frankreich um 6,5 Prozent, in der ehemaligen BRD um 4,9 Prozent, die Zahl der Verletzten in Frankreich um 8,8 Prozent und in der ehemaligen BRD um 6,3 Prozent zurück. In England wird sogar eine sensationelle Abnahme der Zahl der Verkehrstoten (im letzten Jahr um 19 Prozent) registriert, die vor allem durch die Monate Juli, August und September positiv beeinflusst wurde. Nach dem ETH-Bericht «... können aus den von uns durchgeführten Erhebungen keine direkten Schlüsse auf die Veränderungen der Verkehrssicherheit gezogen werden. Die Senkung des gesamten Geschwindigkeitspegels dürfte sich eher positiv auf die Unfallschwere auswirken.» Diese erfreuliche Verbesserung des Unfallgeschehens ist zweifellos auf eine Mehrzahl von Faktoren zurückzuführen, unter anderem auch auf die seit Jahren auf verschiedenen Ebenen zielstrebig geleistete Arbeit im Bereich der Verkehrssicherheit. Vorgesehene Gesetzesänderungen sollen weitere Verbesserungen bringen, beispielsweise den Zweistufen-Führerausweis, Alkoholkontrollen - und zwar neu auch ohne Anzeichen von Angetrunkenheit - und die Erhöhung der Ordnungsbussen. Der Bundesrat wird die Anstrengungen zur Erhöhung der Verkehrssicherheit mit allen geeigneten Mitteln fortführen. Frau Gonseth: Herr Bundesrat, Sie haben meine Frage nicht beantwortet, ob Sie auch bereit wären, mehr Oeffentlichkeitsarbeit bzw. -kampagnen durchzuführen. Bundesrat Koller: Zunächst dürfen wir uns auch in der Politik einmal ehrlich freuen, wenn wir derart erfreuliche Zahlen betreffend den Rückgang der Anzahl Toten und Schwerverletzten hören. Im übrigen wird die BfU im Rahmen ihrer Möglichkeiten zweifellos auch solche Kampagnen durchführen. Hingegen haben wir gerade heute

morgen im Bundesrat beschlossen, dass wir für solche Zwecke nicht weiterhin Bundesmittel zur Verfügung stellen können.

16. März 1992 N 465 Fragestunde Frage 57: Gonseth. Kompetenzwirrwarr mit Artikel 32 des SVG Article 32 de la loi sur la circulation routière. Conflit de compétence Der gegenwärtige Kompetenzsalut um die Zuständigkeit der Festsetzung der Höchstgeschwindigkeiten auf Nationalstrassen wird dazu führen, dass die Kantone noch länger auf ihre Anträge im Massnahmenplan warten müssen. Dies ist für die Kantone, die für saubere Luft sorgen wollen, unerträglich. Es wird sich leider auch auf die Luft, den Lärm, den Benzinverbrauch und die Verkehrssicherheit negativ auswirken. Ist der Bundesrat bereit, die Motion der Urek und die parlamentarische Initiative von Ständerat Plattner, welche verlangen, dass die Kompetenz für Temporeduktionen auf Nationalstrassen wieder allein dem Bund zu übergeben sind, dringlich zu behandeln? Bis wann können wir mit einer Vorlage rechnen? Bundesrat Koller: Die eidgenössischen Räte haben am

E. 22

März letzten Jahres im Rahmen des zweiten Paketes von Vorschlägen zur Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen die Kompetenz zur Anordnung von Geschwindigkeitsbeschränkungen auf Nationalstrassen 1. und 2. Klasse von meinem Departement auf die Kantone übertragen. Der geänderte Artikel 32 SVG tritt übrigens gerade heute in Kraft. Diese Kompetenzzuweisung ist im Vernehmlassungsverfahren von den Kantonen einheitlich begrüsst worden. Auch in den eidgenössischen Räten hat diese Aenderung zu keiner Diskussion Anlass gegeben. Der Bundesrat wird im Rahmen der Motion der nationalrätlichen Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie vom 21. Februar 1992 betreffend Geschwindigkeitsbeschränkungen auf Nationalstrassen im normalen Verfahren zu diesem Fragenkomplex Stellung nehmen. Frau Gonseth: Mein Kanton, der Kanton Basel-Landschaft, hat schon vor zwei Jahren im Rahmen der Massnahmenpläne Antrag auf Temporeduktionen gestellt. Sie haben es verpasst, diesem Antrag Folge zu geben. Was raten Sie nun unserem Kanton konkret, damit er nicht erneut in einen langen juristischen Leerlauf verwickelt wird, weil am Schluss dann die Kompetenzen doch wieder wechseln? Bundesrat Koller: Wir haben diese kantonalen Anträge letztes Jahr aus einsichtigen Gründen zurückgestellt, weil wir die Ergebnisse des Versuchs mit saisonalen Massnahmen kennen wollten. Jetzt empfehle ich Ihrem Kanton und Ihrer Regierung, Ihr Gesuch aufgrund der neuen Rechtslage noch einmal zu überprüfen. Ich kann Ihnen versprechen, dass wir ein entsprechendes Gesuch in meinem Departement speditiv behandeln werden. Frage 58: Bezzola. Zentrales Ausländerregister und Ripol Registre central des étrangers et Ripol Offenbar ist kürzlich das ZAR (Zentrales Ausländerregister auf EDV) aus der On-line-Abfrage des Ripol-Systems entfernt worden. Ein kritischer Artikel in einer Wochenzeitung war Anlass für diese Massnahme. Das lange erwartete ZAR wie auch die längst versprochene und noch nicht realisierte Drogendatenbank sind Mittel für polizeiliche Ermittlungen, wenn über ausländische Personen, deren wahre Identität, deren Aufenthaltsregelung und Arbeitgeber polizeiliche Abklärungen getroffen werden müssen. Zwar können diese Daten auch auf andere Weise erhoben werden, jedoch mit einem zehnfachen Aufwand. Die Diskussion über die Verbreitung des ZAR dauerte etwa zweieinhalb Jahre. Nun hat offenbar ein Zeitungsartikel genügt, mindestens vorläufig einen anderen Entscheid zu treffen. Der Bundesrat wird deshalb angefragt, ob das ZAR wieder unverzüglich für Ripol zur Verfügung gestellt oder ob die «WoZ» über die Effizienz bei der Bekämpfung der Ausländerkriminalität entscheiden kann. Bundesrat Koller: Die

Schweizer Grenzposten benützten seit dem 19. Oktober letzten Jahres für direkte Anfragen an das Zentrale Ausländerregister (ZAR) die gleiche Leitung und die gleichen Bildschirme wie für Anfragen an das Ripol. Das Ripol- und das ZAR-System sind indessen nicht miteinander verknüpft. Für den Zugriff sind unterschiedliche Passwörter notwendig. Inzwischen wurde der Zugriff der kantonalen Polizeistellen über das Ripol auf das ZAR 3 gestoppt. Ebenso wurde die Abfrage sensibler Daten durch die Grenzdienststellen unterbunden. Diese Massnahmen erfolgten aus Überlegungen des Datenschutzes, die einer nochmaligen vertieften Abklärung bedürfen. Zudem muss darauf hingewiesen werden, dass nicht das ZAR 3, sondern das Ripol der Kriminalitätsbekämpfung dient. Die Aufgaben des ZAR liegen in erster Linie im Bereich des Vollzugs des Ausländerrechts. Die geplante Drogen-datenbank steht dagegen in keinem Zusammenhang mit dem vorliegenden Fall. Neben offenen rechtlichen Fragen - auch dort in erster Linie Fragen des Datenschutzes - bestehen hier auch noch ungelöste konzeptionelle Probleme. Inzwischen hat das Departement entschieden, dass der Online-Zugriff kantonaler Polizeibehörden über das Ripol auf das ZAR durch eine Ergänzung der bestehenden Verordnung geregelt werden soll. Der entsprechende Antrag wird dem Bundesrat demnächst unterbreitet.

Bezzola: Ich danke Ihnen, Herr Bundesrat, für Ihre Stellungnahme. Ich möchte nur noch gerne wissen, was der Bundesrat konkret zu tun gedenkt, damit diese Mittel der Polizei möglichst schnell wieder zur Verfügung stehen, und wie lange es dauern könnte, bis diese Abklärungen abgeschlossen sind, damit das ZAR auf dem Ripol-Netz wieder verbreitet werden kann.

Bundesrat Koller: Herr Bezzola, ich danke Ihnen für Ihr Verständnis: Wir können nicht ein Datenschutzgesetz erlassen, ohne mit dem guten Beispiel voranzugehen. In dieser Situation befindet sich eben das federführende Justiz- und Polizeidepartement. Ich kann Sie aber vergewissern, dass ich die notwendige Aenderung der ZAR-Verordnung dem Bundesrat möglichst rasch, d. h. in den nächsten Wochen, unterbreiten werde. Wenn diese Aenderung der Verordnung vom Bundesrat genehmigt wird, dann werden auch die kantonalen Polizeistellen möglichst rasch wieder Zugang zum ZAR haben.

Frage 59: Dreher. Notrecht für Asylantenstopp Droit de nécessité en matière d'asile Die Mehrheit des Schweizervolkes steht bekanntlich nicht mehr hinter der Asylpolitik des Bundesrates. Nun hört man, dass für 1992 mit weiteren 30 000 Asylanten gerechnet wird. Ist der Bundesrat nicht auch der Meinung, es sei angesichts einer Anerkennungsquote von unter drei Prozent dringend geboten, in Anwendung von Artikel 9 des Asylgesetzes oder gegebenenfalls von Notrecht den Zuzug von Asylanten sofort zu stoppen?

Bundesrat Koller: Die Anwendung von Artikel 9 Asylgesetz kann vom Bundesrat nicht nach Belieben verfügt werden. Den Materialien zum Asylgesetz ist zu entnehmen, dass von einer Ausnahmesituation im Sinne von Artikel 9 nur gesprochen werden darf, wenn die Schweiz mit einem plötzlichen und massiven Ansteigen der Asylbewerberzahlen konfrontiert wird, das mit den Mitteln des ordentlichen Rechts nicht mehr bewältigt werden kann. Eine solche Situation liegt glücklicherweise im heutigen Zeitpunkt nicht vor. Vielmehr gibt es Anzeichen, dass das bundesrätliche Aktionsprogramm 1991/92 und die gesetzgeberischen Massnahmen im Asylbereich Wirkung entfalten. Jedenfalls entwickeln sich die Gesuchszahlen zum ersten Mal seit längerer Zeit rückläufig. Der Bundesrat hat im übrigen keinerlei Anlass anzunehmen, das Schweizervolk stehe in seiner grossen Mehrheit nicht mehr hinter dieser Asylpolitik des Bundesrates.

Dreher: Herr Bundesrat Koller erklärt, dass der Bundesrat keinen Anlass habe zu glauben, das Schweizervolk stehe nicht mehr hinter seiner Asylpolitik. Aufweiche Umfragen oder Tat-

Heure des questions 466 N 16 mars 1992 Sachen, Herr Bundesrat Koller, stützen Sie diese Be- hauptung? Bundesrat Koller: Unter anderem auch wegen des soeben herausgegebenen Papiers der Regierungsparteien. Die Re- gierungsparteien haben in diesem Papier, das letzten Freitag der Oeffentlichkeit bekanntgegeben worden ist, ganz klar den Willen zum Ausdruck gebracht, dass eine Gesetzesänderung zurzeit nicht nötig ist, sondern dass es vor allem darum geht, dieses Aktionsprogramm, das wir mit beträchtlichem Erfolg eingeleitet haben, nun konsequent durchzuziehen. Frage 60: Keller Rudolf. Versteckte Ausländerkinder. Geheimnisvol- ler Brief von Bundesrat Koller Enfants de ressortissants étrangers cachés par leur fa- mille. Lettre mystérieuse du conseiller fédéral Koller Bundesrat Arnold Koller hat im Frühjahr 1991 den Kantonen zur Problematik der versteckten Ausländerkinder einen Brief zuge- sandt und darin für sogenannt «flexible Lösungen» plädiert. Urs Kramer, stellvertretender EDK-Generalsekretär, hat laut einer Zeitungsmeldung festgestellt, dass dieser Brief zum Glück nie publik geworden sei. Es gebe, laut Kramer, eben Lösungen, die man nicht an die grosse Glocke hängen wolle. Was hat der Bundesrat den Kantonen in diesem geheimnisvol- len Brief empfohlen, und warum wurde er nie publik gemacht? Bundesrat Koller: Es gibt keinen geheimnisvollen Brief von mir in Sachen versteckter Ausländerkinder. Im Herbst 1990 fand zwischen dem Vorsteher des EJPD und einer Delegation der Erziehungsdirektorenkonferenz (EDK) eine Aussprache über die Einschulung von ausländischen Kindern ohne gültige Aufenthaltsbewilligung statt. Lieber das Ergebnis dieser Aussprache hat mein Pressedienst orientiert. Mit Kreisschreiben vom 19. März erläuterte daraufhin das Bun- desamt für Ausländerfragen im Einvernehmen mildem Depar- tement den Fremdenpolizeichefs der Kantone die Rechtslage. In diesem Kreisschreiben wird insbesondere ausgeführt, dass aus humanitären Gründen sowie im Hinblick auf den EWR- Vertrag eine gewisse Flexibilität angezeigt sei. Sodann sei auf die Stellungnahme des Bundesrates zum Po- stulat von Frau Nationalrätin Fankhauser über versteckte Kin- der verwiesen. Auch dort ist auf den Ermessensspielraum in Härtefällen hingewiesen worden. Im Rahmen der Botschaft über die Genehmigung des Ueber- einkommens der Uno über die Rechte des Kindes werden sich der Bundesrat und schliesslich das Parlament mit diesem Pro- blem erneut befassen. Keller Rudolf: Herr Bundesrat, sind Sie nicht auch der Mei- nung, dass mit solch «flexiblen Lösungen» unsere Ausländer- gesetzgebung rund und einfach unterlaufen wird und der Aus- länderbestand weiter zunimmt, was staatspolitisch äusserst bedenklich ist? Bundesrat Koller: Die bei mir vorsprechenden Erziehungsdi- rektoren haben - gestützt auf ein Rechtsgutachten - die Mei- nung vertreten, dass das Recht auf Bildung ein Freiheitsrecht auf Verfassungsstufe sei, welches unserem Fremdenpolizei- recht vorgehe. Angesichts der Möglichkeiten, die das gel- tende Fremdenpolizeirecht im Rahmen von Härtefällen schon heute bietet, und angesichts des Umstandes, dass wir im Rah- men des EWR das Saisonierstatut sowieso werden aufheben müssen, habe ich es für nicht zweckmässig gehalten, in dieser Rechtsfrage einen endgültigen Entscheid herbeizuführen. Ich habe die Kantone statt dessen gebeten, die möglichen Hand- lungsspielräume im Rahmen der Härtefälle auszunützen. Da- mit wird unser Fremdenpolizeirecht nicht unterlaufen. Frage 61 : Keller Rudolf. Tamilen nach Sri Lanka zurück Rapatriement des requérants d'asile tamouls Indien hat mit der Rückführung von rund 200 000 tamilischen Flüchtlingen nach Sri Lanka begonnen. Offensichtlich hat sich die politische und militärische Lage auf Sri Lanka wesentlich beruhigt, so dass sich Indien zu diesem Schritt entschliessen konnte. Für die wegen der Asylfrage äusserst besorgte Mehrheit der Schweizer Bevölkerung drängt sich nun die Frage auf, wann un- ser Land endlich auch mit einer Rückführung beginnen wird. Bundesrat Koller: Die

Rückführung von Tamilen aus Indien basiert auf einer zwischen Indien und Sri Lanka am 7. Januar 1992 getroffenen Vereinbarung und betrifft lediglich Personen, die zur freiwilligen Rückkehr bereit sind. Dabei soll die Motivation zur Rückkehr zum Teil mit dem Anreiz verbunden sein, eine früher ausgeübte Funktion im öffentlichen Dienst wieder einnehmen zu können. Seit Ende Januar wurden rund 5000 Personen aus Tamil Nadu vorwiegend in den Osten Sri Lankas zurückgeführt. Leider hat sich die militärische Lage in Sri Lanka noch keineswegs stabilisiert, und eine politische Lösung des ethnischen Konfliktes ist nach wie vor in weiter Ferne. Die srilankischen Streitkräfte sind zwar vornehmlich im Osten und vor allem tagsüber in der Lage, die Sicherheit einigermaßen zu gewährleisten. In der Nordprovinz Jaffna kontrollieren jedoch die Tamil Tigers die militärische Lage. Überfälle und terroristische Anschläge häufen sich entsprechend. Aus diesen Gründen stehen sowohl das UNHCR als auch das IKRK der laufenden Repatriierung ablehnend gegenüber. Über 90 Prozent der asylsuchenden Tamilen in der Schweiz geben an, aus dem in keiner Weise befriedeten Norden zu stammen. Die Schweiz beobachtet die Situation in Sri Lanka aufmerksam, hält jedoch in Übereinstimmung mit den europäischen Nachbarländern im jetzigen Zeitpunkt eine generelle Repatriierung nicht für angezeigt. Die im Einzelfall adäquate erweiterte Heimkehrungspraxis, welche bis anhin die Rückkehr von rund 900 Tamilen in ihre Heimat zufolge hatte, wird auch in Zukunft weitergeführt.

Frage 62: Fankhauser. Flüchtlinge aus dem Krisengebiet Jugoslawien Réfugiés en provenance de Yougoslavie Eine Grosszahl von Flüchtlingen aus dem Krisengebiet Jugoslawien hat in der Schweiz Schutz gesucht und darf vorerst bis zum 22. März 1992 bleiben. Der Ablauf der Frist naht, die Krise ist keinesfalls bewältigt. Die Leute leben nach wie vor in Angst und Schrecken. Wird die angesetzte Ausreisefrist verlängert, bis UN-Truppen die Sicherheit der Rückkehrenden gewährleisten können, und gibt es eine zusätzliche Verlängerung für Personen aus Krisengebieten, in denen kein UN-Einsatz vorgesehen ist?

Frage 63: Moser. Aufhebung des Bundesbeschlusses über die «vorläufige Aufnahme» von jugoslawischen Staatsangehörigen aus den Krisengebieten Admission provisoire de ressortissants yougoslaves en provenance des régions d'affrontement. Abrogation de l'arrêté fédéral Durch den kürzlichen UN-Beschluss werden in Jugoslawien Blauhelme stationiert. Die Situation in Jugoslawien hat sich also klar positiv geändert, und dadurch verliert meines Erachtens der Bundesbeschluss vom vergangenen Dezember seine Notwendigkeit. Der Bundesbeschluss besagt, dass jugoslawischen Staatsangehörigen aus den Krisengebieten in der Schweiz «vorläufige Aufnahme» zu gewähren sei. Wann gedenkt der Bundesrat den Bundesbeschluss vom Dezember 1991 über die «vorläufige Aufnahme» von jugoslawischen Staatsangehörigen aufzuheben und die Personen, welche diesen Aufenthaltsstatus in der Schweiz erhalten haben, zum Verlassen unseres Landes aufzufordern?

Frage 64: Bühlmann. Jugoslawen mit L-Bewilligung Ressortissants yougoslaves titulaires du permis L Im November letzten Jahres hat der Bundesrat beschlossen, den Jugoslawinnen und Jugoslawen aus den vom Krieg betrof-

16. März 1992 N 467 Fragestunde In Krisengebieten eine Verlängerung ihres Aufenthaltes mit einer L-Bewilligung bis zum 22. März 1992 zu gewähren. Diese Frist läuft nächste Woche ab. Für die Betroffenen und für die für deren Betreuung zuständigen Ausländerberatungsstellen bedeutet das eine grosse Unsicherheit, weil sie nicht wissen, was nach dem 22. März geschehen wird. Deshalb frage ich den Bundesrat an, ob und, falls ja, wie er entschieden habe und wann er dies der Öffentlichkeit mitzuteilen gedenke. Im weiteren interessiert mich, was mit den aus der ehemals autonomen serbischen Provinz Kosovo stammenden Männern passiert, die durch die Flucht in die Schweiz vor dem Einzug

in die «jugoslawische» Armee geflohen sind und deren Rechtssta- tus unklar ist. Bundesrat Koller: Das Waffenstillstandsabkommen vom 3. Januar 1992, die Anerkennung von Slowenien und Kroatien durch die Europäische Gemeinschaft und die Schweiz sowie der Entscheid des Uno-Sicherheitsrates zum Einsatz von Frie- denstruppen haben zu einer Entschärfung der Lage im Kon- fliktgebiet geführt. Ein Kriegszustand, wie er vor dem Waffen- stillstandsabkommen im Grenzgebiet zwischen Kroatien und Bosnien-Herzegowina herrschte, besteht trotz einzelner teil- weise gravierender Zwischenfälle nicht mehr. Der Bundesrat vertritt daher die Auffassung, dass eine unmittelbare und allge- meine Gefährdung von Personen aus diesen Gebieten heute nicht mehr gegeben und somit die generelle Sonderregelung nicht länger gerechtfertigt ist. Die ordentlichen ausländer- und asylrechtlichen Vorschriften gewährleisten heute in ausrei- chendem Masse, dass im Einzelfall der individuellen Gefah- renlage Rechnung getragen wird. Entsprechend hat der Bun- desrat an seiner heutigen Sitzung beschlossen, die gruppen- weise vorläufige Aufnahme gemäss Bundesratsbeschluss vom 18. Dezember 1991 auf den 22. März 1992 teilweise auf- zuheben. Von der Aufhebung ausgenommen sind Deserteure und Re- fraktäre, deren Schicksal im Falle der Rückkehr weiterhin un- gewiss bleibt Die vorläufige Aufnahme besteht somit fort für Deserteure und Refraktäre aus dem gesamten Gebiet des heutigen Jugoslawien - einschliesslich Kosovo. Ausgenom- men sind wie bisher Personen aus Mazedonien, da diese nicht in die Bundesarmee aufgeboten worden sind. Neu einbezo- gen in die gruppenweise vorläufige Aufnahme werden dage- gen Deserteure und Refraktäre aus Kroatien. Für Personen, deren Ausreisefrist gemäss dem Bundesrats- beschluss vom 23. September letzten Jahres verlängert wurde, kann die Ausreisefrist mit Rücksicht auf eine allfällige befristete Erwerbstätigkeit bis zum 30. April erstreckt werden. Im übrigen wird der Bundesrat die künftige Entwicklung in Jugoslawien und Kroatien weiterhin mit Aufmerksamkeit ver- folgen und gegebenenfalls die notwendigen Massnahmen treffen. Frau Fankhauser: Herr Bundesrat, Sie haben erwähnt, dass der Waffenstillstand zum Teil noch gravierend gebrochen wird. Damit ist die Sicherheit der Rückkehrenden - zumindest in Einzelfällen - keineswegs gewährleistet. 1. Zusatzfrage: Was passiert, wenn jeder einzelne vorläufig Aufgenommene ein Asylgesuch stellt? 2. Zusatzfrage: Ist die arbeitsmarktrechtliche Erwägung, wie Sie sie dargestellt haben, nicht plötzlich doch wichtiger als die Sicherheit dieser Leute? Bundesrat Koller: Um das letzte gleich vorwegzunehmen: Das Arbeitsmarktproblem war nicht wichtiger, aber es war na- türlich ein Problem von Treu und Glauben. Nachdem wir im Rahmen dieser bundesrätlichen Beschlüsse eine Aufnahme der Erwerbstätigkeit erlaubt haben, konnten wir diese Ent- scheid nicht ohne Verstoß gegen Treu und Glauben wieder aufheben, ohne eine angemessene Ausreisefrist anzusetzen. Im übrigen, Frau Fankhauser, wissen Sie, dass gerade heute die Uno-Friedenstruppe ihre Tätigkeit in Jugoslawien aufge- nommen hat. Wir wissen natürlich, dass gewisse Unsicher- heitsfaktoren weiterbestehen, aber von einer generellen Ge- fährdung kann zweifellos nicht mehr die Rede sein. Ich kann Sie versichern, dass der Bundesrat die Entwicklung in Jugo- slawien weiterhin aufmerksam verfolgen wird. Moser: Herr Bundesrat, ich danke Ihnen für die vor allem auch in meinem Sinne positive Antwort. Ich möchte aber auf den zweiten Teil meiner Frage nochmals zurückkommen. Sie haben nicht gesagt, ob Sie die Betroffe- nen auffordern werden, das Land zu verlassen. Und: Können Sie uns sagen, wie viele das statistisch gesehen betrifft? Bundesrat Koller: Es ist klar, dass jetzt im Rahmen der Aufhe- bung der Beschlüsse vom September und Dezember letzten Jahres für alle Betroffenen - wie das im Rahmen des Auslän- derrechts generell gilt-Ausreisetermine verfügt werden. In bezug auf die Zahl der Betroffenen haben

-wenn mich mein Gedächtnis nicht schwer täuscht - in diesem Jahr rund 600 Gesuchsteller vom Status der provisorischen Aufnahme profitiert Das waren - gemessen an unseren Erwartungen - relativ wenige. Das hängt damit zusammen, dass offenbar in einigen Kantonen entgegen unseren Intentionen nach wie vor relativ viele Leute ins Asylverfahren gewiesen worden sind. Frau Bühlmann: Bei den Familien, die jetzt Ende April zurückreisen müssen, hat es solche aus zerstörten Städten wie Vukovar, Vinkovci usw. Erste Frage: Sieht der Bundesrat eine Möglichkeit, nicht nur Leuten, deren Leben gefährdet war, Hilfe zu leisten? Das war die Hilfe, die man ihnen zukommen liess, indem man sie während einigen Monaten in der Schweiz behielt. Sehen Sie irgendwelche Möglichkeiten, den Leuten auch Rückkehrhilfen zu geben? Man kann doch die Leute nicht in eine zerstörte Stadt zurückschicken. Zweite Frage: Den Refraktären hat man angeraten, kein Asylgesuch zu stellen, sondern einen F-Ausweis für vorübergehende Aufnahme zu beantragen. Was geschieht, wenn die Frist für eine vorübergehende Aufnahme abgelaufen ist? Besteht die Möglichkeit, dann ein Asylgesuch zu stellen? Bundesrat Koller: Um bei der letzten Frage zu beginnen: Wie ich vorhin ausgeführt habe, werden die Deserteure und die Refraktäre nach wie vor von der privilegierten Behandlung der provisorischen Aufnahme profitieren, weil in bezug auf ihr Schicksal im Falle einer Rückweisung tatsächlich noch zu viele Unsicherheiten bestehen. Hier wird also der bisherige Zustand vorläufig nicht geändert. Was die Rückkehrhilfe anbelangt, möchte ich nicht irgendeine Antwort aus dem Handgelenk schütteln. Im Rahmen des Asylgesetzes kennen wir ja die Rückkehrhilfe. Ich möchte Ihnen jetzt aber keine Versprechungen machen, die ich dann nicht halten kann. Hingegen kann ich Ihnen garantieren, dass jeder Fall der Rückweisung von den Fremdenpolizeibehörden nach den asylrechtlichen und fremdenpolizeirechtlichen Grundsätzen einzeln behandelt werden wird. Question 65: Ziegler Jean. Militärflugzeug in zivilem Luftkorridor Avion militaire égaré dans le couloir aérien civil Le système radar Taflir et le système radar Florida ne sont que très insuffisamment intégrés. Un avion de combat Tigre pénètre dans le couloir aérien civil a failli abattre un Airbus Swissair. Qui est responsable au DMF (ou dans l'industrie privée) de ces évidentes lacunes dans l'intégration de ces systèmes radars? Frage 66: Hollenstein. Sicherheit im militärischen und zivilen Luftverkehr Trafic aérien militaire et civil. Sécurité intégrée Fast-Zusammenstoss eines Airbus der Swissair mit einem Tiger-Jagdflugzeug am 5. März 1992: Wenn es stimmt, dass ein Florida-Späher seinem Kollegen am Taflir-Radar vor der Fast-Kollision telefonisch durchgeben wollte, der Tiger befinde sich gefährlich nahe der zivilen Luftstrasse, die Meldung aber nicht erfolgen konnte, weil die Telefonleitung besetzt gewesen sei, frage ich den Bundesrat an, ob unsere militärischen Radarsysteme Florida und Taflir voll in das zivile Radarsystem unserer Flugsicherung integriert sind.

Heure des questions 468 N 16 mars 1992 Bundesrat Villiger: Ob der Beinahe-Zusammenstoss vom 5. März zwischen einem Linienflugzeug der Swissair und einem Kampfflugzeug der Flugwaffe über dem Jura etwas mit dem Radarsystem Taflir bzw. dessen Integration in das Luftüberwachungssystem Florida oder die zivile Flugsicherung zu tun oder ob es sich um menschliches Versagen gehandelt hat, steht heute nicht fest Eine militärgerichtliche und eine Administrativuntersuchung sollen Klarheit in diesen Fragen bringen. Ebenso wenig kann heute gesagt werden, ob dieser Vorfall mit demjenigen vom 25. April 1990 im Wallis vergleichbar ist, wo der militärische Untersuchungsrichter feststellte, dass die Beinahe-Kollision nicht auf technische Mängel des Taflir-Systems zurückzuführen war. Unabhängig davon hat das Kommando der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen sofortige Beschränkungen für den Einsatz von Taflir verfügt und

Luftkampfübungen mit diesem System untersagt. Beim heutigen Stand der Untersuchungen hält es der Bundesrat für verfrüht, Mutmassungen über allfällige Verantwortlichkeiten anzustellen. M. Ziegler Jean: C'est tout de même incroyable, ce que nous venons d'entendre. J'ai une seule question. Samedi matin, l'Associated Press et pratiquement toute la presse suisse ont rendu compte de votre conférence de presse du vendredi. Durant cette dernière, le colonel Carrel qui remplace le colonel Jung a affirmé: «L'intégration des systèmes <Florida> et <Taflir> est impossible.» Je voudrais savoir si cela est la vérité. Si tel est le cas, à quoi sert notre système radar puisqu'il n'assure pas la sécurité de l'espace aérien suisse et à quoi serviront les inutilisés F/A-18 si nous ne disposons même pas de radar pour les faire voler? Bundesrat Villiger: Es kann sich hier nicht darum handeln, eine Debatte über unser Radar- und Luftsicherungssystem zu eröffnen. Ich kann Ihnen nur sagen, dass diese Fragen von einem Fachmann mit einigen Gehilfen detailliert überprüft werden und dass wir die Öffentlichkeit im Detail über alle Ergebnisse informieren werden. Man kann nicht sagen, dass die Integration unmöglich sei. Sie geht nur in einer Richtung nicht so, wie man sich das vorher erhofft hat. Der Taflir ist in gewissen Bereichen nach wie vor ein nützliches Instrument. Wir werden darüber im Detail Bericht erstatten. Frau Hollenstein: Kann der Bundesrat versichern, dass die F/A-18 mit ihren amerikanischen Radarsystemen so in die zivile Luftlage integriert werden können, dass die Flugsicherheit in der Schweiz gleichzeitig sowohl im militärischen als auch im zivilen Flugverkehr gewährleistet und auch europakompatibel ist? Bundesrat Villiger: Wenn ich jetzt, Frau Hollenstein, zuviel über den F/A-18 sage, sagen Sie wieder, ich würde mein Votum für einen Werbespot missbrauchen. Ich kann Ihnen sagen, dass das Radar, vor allem das Kartendarstellungsgerät des F/A-18, es möglich macht, dass der Pilot jederzeit bemerkt, wenn er in eine Luftstrasse kommt, ja schon vorher. Das ist beim heutigen System nicht möglich, und bei einem Tiger kann das dazu führen, dass es der Pilot gar nicht merkt. In diesem Sinne ist der F/A-18 in gewisser Weise sicherer. Ich glaube aber nicht, dass wir diese Radarsysteme und das neue Kampfflugzeug hier so verhängt diskutieren sollen. Das heutige System muss sicher sein und muss so gehandhabt werden, dass es sicher ist, mit oder ohne F/A-18, und zwar einfach deshalb, weil wir noch während vielen Jahren etwa 200 Kampfflugzeuge mit alten Radars und Einrichtungen haben werden. Es muss selbstverständlich sichergestellt sein, dass auch mit den älteren Flugzeugen nichts passiert. Das ist unser Wille. Frage 67: Meier Hans. Flughafen Kloten. Flüge in niedriger Höhe. Aéroport de Kloten. Vols à basse altitude. Das Zürcher Unterland ist wegen der An- und Abflüge ziviler Flugzeuge vom Flughafen Kloten mit Fluglärm bis spät in die Nacht eingedeckt. Seit Jahren, und in letzter Zeit wieder verstärkt, werden die Bewohner der Dörfer am Zürcher Rhein durch den Lärm von sehr tieffliegenden Militärflugzeugen erschreckt. Ich frage den Bundesrat an: Ist er bereit, diese Tiefflüge in der Flughafenregion einzustellen oder zumindest stark einzuschränken? Bundesrat Villiger: Der Bundesrat ist sich bewusst, dass Fluglärm, sei er zivil oder militärisch, als störend empfunden wird. Ich wohne selber hier in Bern in der Einflugschneise eines Flugplatzes. Die militärischen Stellen sind deshalb bemüht, die Übungen der Flugwaffe auf das unbedingt Notwendige zu beschränken und sie zeitlich und räumlich über das ganze Jahr und das ganze Land möglichst gleichmässig zu verteilen. Wegen der dichten Besiedelung unseres Landes ist es aber leider nicht zu umgehen, dass die Flugwaffe fast überall, wo sie übt, auch jemanden stört. Das Zürcher Unterland hat nicht mehr militärischen Fluglärm zu erdulden als andere Gegenden unseres Landes, im Gegenteil. Wegen der Nähe des Flughafens Kloten kann der Raum nur sehr restriktiv für militärische Durchflüge benützt werden. Vollständig darauf

zu verzichten ist aber leider nicht möglich. Beizufügen ist, dass mit der vorgesehenen Erneuerung eines Teils unserer Flugwaffe die Zahl der Kampfflugzeuge wesentlich (ungefähr um ein Drittel) gesenkt werden kann und damit die Zahl der militärischen Übungsflüge weiter zurückgehen wird. Meier Hans: Herr Bundesrat, trifft es zu, dass die Piloten unserer Flugwaffe die strenge Anweisung haben, über bewohntem Gebiet nicht unter 1000 Meter zu fliegen? Bundesrat Villiger: Ich kann Ihnen eine so präzise Frage aus dem Stegreif nicht präzise genug beantworten. Ich werde veranlassen, dass Sie eine schriftliche Antwort bekommen. Frage 68: Rechsteiner. Finanzielle Vorleistungen für den F/A-18 Engagement financier au titre du F/A-18 Das EMD beabsichtigt offensichtlich, bestimmte finanzielle Vorleistungen für den F/A-18 schon zu erbringen, bevor die Räte über die Beschaffung definitiv beschlossen haben. Trifft dies zu? Falls ja, auf welche Rechtsgrundlage glaubt sich das EMD dabei stützen zu können? Ist der Bundesrat bereit, zuzusichern, dass vor dem definitiven Entscheid beider Räte keine finanziellen Vorleistungen getätigt werden? Bundesrat Villiger: Die aufgeworfenen Fragen bezüglich Vorengagements für die F/A-18 werden in der Botschaft in Ziffer 66 beantwortet Ich gestatte mir deshalb, die Botschaft zu zitieren: «Damit unsere Flugzeuge in der Gesamtbestellung für das US-Finanzjahr 1993 berücksichtigt werden können, sind spätestens Ende März 1992 finanzielle Massnahmen in Form eines Vorengagements sowie im Juli 1992 eine feste Bestellung - also die Unterzeichnung des 'Letter of Offer and Acceptance' - notwendig. Ende März 1992, nach Zustimmung zur beantragten Beschaffung durch den ersten Rat und unter Vorbehalt der Zustimmung der Finanzdelegation der eidg. Räte, sollen deshalb vorzeitige Verpflichtungen von höchstens 50 Millionen Franken eingegangen werden. Dieser Betrag ist im angeforderten Verpflichtungskredit enthalten. Das Engagement erfolgt durch Unterzeichnung einer Absichtserklärung (Letter of Intent); ein allfälliger Rücktritt wäre unter Inkaufnahme entsprechender Rücktrittskosten - im schlechtesten Fall im Betrag des oben erwähnten Engagements-jederzeit möglich. Sollten die oben erwähnten Termine von Ende März und Juli 1992 schweizerischerseits nicht eingehalten werden können, wäre ein Einschluss unserer Flugzeuge in die Bestellung für das Finanzjahr 1993 nicht mehr möglich. Eine Verschiebung der Beschaffung in das Finanzjahr 1994 hätte teuerungsbedingte Mehrkosten in der Grössenordnung von rund 200 Millionen Franken.... zur Folge.»

16. März 1992 N 469 Fragestunde Nun haben wir aber in der Zwischenzeit eine Möglichkeit gefunden, im Produktionsjahr 1993 zu bleiben, auch wenn der Zweite Rat bis im Juni nicht entscheiden würde. Das könnte durch Leistung weiterer Vorengagements ermöglicht werden. Aber Ihre Kommissionen werden darüber eingehend beraten können. Wir sind in der Botschaft davon ausgegangen, dass man das mit einem Minimum an Vorengagements sollte tun können. Das vom Bundesrat gewählte Vorgehen stützt sich - nach langjähriger Praxis - auf Artikel 31 Absatz 3 des Finanzhaushaltsgesetzes vom 6. Oktober 1989. Ein Artikel, der übrigens aus dem alten Finanzhaushaltsgesetz wörtlich übernommen worden ist Rechsteiner: Artikel 31 des Finanzhaushaltsgesetzes, auf das Sie sich glauben stützen zu können, regelt Ausgaben, wenn Vorhaben keinen Aufschub ertragen. Können Sie in allem Ernst der Auffassung sein, dass dieses Vorhaben keinen Aufschub erträgt? Dieses Flugzeug ist bereits seit Jahren beschaffungsreif! Beispielsweise Korpskommandant Werner Jung, der eben zurückgetretene Fliegerchef, hat bereits Anfang 1990 gesagt, dieses Flugzeug sei jetzt entscheidungs- und beschaffungsreif. Bundesrat Villiger: Artikel 31 Absatz 3 des Finanzhaushaltsgesetzes bezieht sich ausdrücklich auch auf solche Vorhaben. Es ist langjährige und unbestrittene Praxis, dieses Dringlich-

keitsverfahren auch für neue Vorhaben anzuwenden, für die noch kein Kredit beschlossen worden ist. Beispiele dafür sind die 50 Millionen Franken für die Beschaffung der Tiger-Flugzeuge zweiter Serie, 1982 die 15,7 Millionen Franken für Saure-Lastwagen, 1986 die 8,3 Millionen Franken für die Panzerjäger Tow/Piranha. Es ist also ein Standardverfahren, das im übrigen auch bei zivilen Bauten angewendet wird. Ich habe vorhin gesagt, man kann theoretisch oder praktisch, wenn das Parlament das will, diese Beschaffung auch verschieben, aber die Risiken steigen. Und zwar deshalb, weil die teuerungsbedingten Mehrkosten mindestens 200 Millionen Franken betragen werden und weil die grosse Frage ist, welche Serie die Amerikaner 1994 produzieren. Hier liegen noch einmal Preisrisiken in der Grössenordnung von 200 Millionen Franken, so dass sich einfach die Frage stellt, ob man durch eine Verschleppung des ganzen Vorhabens eine Verteuerung der Flugzeuge von 200 bis 500 Millionen Franken in Kauf nehmen will oder nicht. Es scheint uns gerechtfertigt, den Weg vorzuschlagen, der ein Optimum bietet. Aber darüber können sich Ihre Kommissionen unterhalten. Frage 69: Hämmerle.

Kompensationsgeschäfte für den F/A-18. Opérations compensatoires. Unter den Firmen, die von Kompensationsgeschäften für den F/A-18 profitieren, befinden sich auch Unternehmungen von Nationalrat Christoph Blocher. Ist der Bundesrat bereit, eine Liste der Nationalräte zu veröffentlichen, die gleichzeitig als Verwaltungsräte an Kompensationsgeschäften interessiert sind? Frage 70: Bäumlin. Kompensationsgeschäfte für den F/A-18. Opérations compensatoires. Bisher wurden Kompensationsgeschäfte im Umfang von 460 Millionen Franken abgeschlossen. Diese Kompensationen schaffen wirtschaftliche und politische Abhängigkeiten. Ist der Bundesrat bereit, die Liste aller bereits getätigten und in Verhandlung begriffenen Kompensationsgeschäfte zu veröffentlichen? Bundesrat Villiger: Die Kompensationen schaffen weder politische noch wirtschaftliche Abhängigkeiten, im Gegenteil, sie bieten Chancen. In einem technologisch zukunftssträchtigen Bereich werden Schweizer Firmen neue und langfristig wertvolle Märkte eröffnet. Zudem sind die damit verbundenen rund 20 000 Mannjahre Arbeit bei der aktuellen Wirtschaftslage sehr willkommen. Nachdem eine Wochenzeitung die Liste der Schweizer Firmen, die in den letzten Jahren Kompensationsgeschäfte angebahnt haben, auszugsweise veröffentlicht hat, ist die Liste am vergangenen Freitag an einer Pressekonferenz des EMD mit Zustimmung der Betroffenen abgegeben worden. Welche Firmen bei einer allfälligen Beschaffung des Kampfflugzeuges F/A-18 Kompensationsgeschäfte abschliessen könnten, weiss heute noch niemand. Der weitaus grösste Beitrag ist ja noch völlig offen. Welche Parlamentarier in welchen Verwaltungsräten figurieren, ist aus einer Liste ersichtlich, die bei den Parlamentsdiensten aufliegt. Frage 71: Hubacher. Bericht betreffend Militärjustiz. Rapport sur la justice militaire. Der Nationalrat hat im Sommer 1991 eine parlamentarische Initiative betreffend Abschaffung der Militärjustiz behandelt. Der Nationalrat hat dieser Initiative keine Folge gegeben, aber ein Postulat überwiesen, mit welchem der Bundesrat eingeladen wird, in einem Bericht darzulegen, welche Bereiche der Militärjustiz neu der zivilen Gerichtsbarkeit unterstellt werden könnten. Ich frage den Bundesrat an, wer den Auftrag hat, diesen Bericht auszuarbeiten, und bis wann er vorliegen wird. Bundesrat Villiger: Die Frage, ob bzw. welche Bereiche der Militärjustiz neu der zivilen Gerichtsbarkeit unterstellt werden können, soll von einer aus Experten des zivilen und militärischen Strafrechts zusammengesetzten Arbeitsgruppe geprüft werden. Lieber die Zusammensetzung dieser Kommission wird in den nächsten Wochen entschieden. Ihr Bericht ist auf Ende 1992 zu erwarten. Wenn Volk und Stände am 17. Mai 1992 der Verfassungsänderung über die

Schaffung eines Zivildienstes zustimmen - was ich hoffe - und in der Folge ein Zivildienstgesetz erlassen wird, hat sich das Problem nach meiner Meinung weitgehend entschärft. Frage 72: Bäumlín. Lage im Nahen Osten und in der Türkei Situation au Proche-Orient et en Turquie In der Fragestunde vom 9. März 1992 behauptete Bundesrat Villiger, die Spannungen im Nahen Osten, vor allem im Osten der Türkei, könnten zurzeit nicht «als gefährlich qualifiziert werden», die Menschenrechte in diesem Land würden zu wenig schwerwiegend und systematisch verletzt, um Waffenexporte zu verbieten, und die Situation sei in Verbesserung begriffen. Dies steht in eklatantem Widerspruch zu allen aktuellen Medienberichten. Auf welche Informationen stützt der Bundesrat solche Behauptungen? Bundesrat Villiger: Bei seiner Beurteilung der Lage in der Türkei stützt sich der Bundesrat auf alle ihm zur Verfügung stehenden Informationen. Dazu gehören neben den Medienberichterstattungen auch Informationen humanitärer Organisationen und insbesondere solche unserer diplomatischen Vertreter in diesem Land. Frau Bäumlín: Ich habe heute morgen mit Amnesty International telefoniert und gehört, dass in den dreizehn dem Kriegsrecht unterstellten Provinzen sogenannte Özal-Teams operieren. Das sind Todesschwadronen, die für ihre Aktionen Ankara direkt und nicht einmal den Spezialgouvernements unterstellt sind. Ich habe auch einen Zeitungsausschnitt aus «Milliyet» vom 1. Februar 1992, wo Staatspräsident Özal folgendes formuliert hat: «Ich sage es ganz offen, die türkische Armee wird in der vor uns liegenden Phase mit einem grösseren Potential in das Gebiet der dreizehn Provinzen eindringen. Diese Macht wird grösser sein als alles zuvor, d. h., sie werden keinen dieser sogenannten Banditen mehr am Leben lassen» Es erschüttert mich schon ein bisschen, dass Sie die Antwort geben können, die Sie vorhin gerade gegeben haben.

Heure des questions 470 N 16 mars 1992 Ich empfehle Ihnen sehr, für Menschenrechtsbelange unbedingt auch Amnesty International zu konsultieren, dann kommen Sie nicht mehr zu solchen Aussagen wie vor einer Woche. Präsident: Die Zusatzfragen sind dazu da, Fragen zu stellen, und nicht, um zu argumentieren. Es tut mir leid, aber so steht es im Reglement. Frage 73: Vollmer. Massenweise versenkte EMD-Munition im Thunersee Munitions militaires déversées dans le lac de Thoue Wann kann der Bundesrat die Öffentlichkeit über die Massnahmen orientieren, welche er zur Beseitigung der Risiken bezüglich Sicherheit und Umwelt im Zusammenhang mit der in früheren Jahren massenweise im Thunersee versenkten Munition ergreifen muss? Bundesrat Villiger: Vor drei Wochen habe ich die verantwortlichen Gruppenchefs des EMD beauftragt, so rasch als möglich eine Analyse der in ihrem Bereich vorhandenen Umweltaltlasten aus früheren Jahren vorzunehmen. Die Koordination dieser Analyse und deren Auswertung liegen in den Händen der Umweltschutz- und Raumplanungsstelle des EMD; die Arbeit ist aber noch nicht abgeschlossen. Die Öffentlichkeit wird zu gegebener Zeit über das Ergebnis und über die gegebenenfalls zu treffenden Massnahmen informiert. Question 74: Pini. Umfahrung für Medeglia Route militaire de contournement de Medeglia Bien qu'on parle de cette route depuis le début des années quatre-vingts, aucune décision n'a été prise par les autorités fédérales, et ce quoique les crédits qui relèvent de la compétence cantonale aient été approuvés en 1988 par le Grand Conseil tessinois. Le Conseil communal de Medeglia a protesté, à juste titre, avec vivacité contre ce retard dans les décisions. Cette route intéresse le trafic le long de la vallée qui mène aux casernes de l'école de recrues pour grenadiers d'Isoe. Les poids lourds qui empruntent cette voie sont évidemment surtout des véhicules militaires. Il convient de prendre une décision à brève échéance quant à la compétence exécutive de l'autorité fédérale. La commune

tessinoise concernée attend depuis bien trop longtemps. Quand donc la décision fédérale viendra-t-elle enfin compléter la décision déjà prise par l'autorité cantonale? Bundesrat Villiger: Im Jahre 1985 unterzeichneten das EMD und der Kanton Tessin eine Vereinbarung für ein Projekt zur Umfahrung der Ortschaft Medeglia Diese Vereinbarung wurde im Jahre 1988 vom Tessiner Kantonsparlament ratifiziert. In der Folge führten verschiedene Umstände zu einer Verzögerung des Projektes. So musste bis im April 1990 auf den Entscheid des Bundesgerichtes zu einem aus Naturschutzkreisen eingereichten Rekurs gewartet werden. Im November 1991 machte der Kanton Tessin als Bauherr das EMD darauf aufmerksam, dass bis zur Realisierung des Projektes mit einer Zunahme der ursprünglich auf 16 Millionen Franken veranschlagten Kosten zu rechnen ist, und zwar auf nahezu 30 Millionen Franken. Davon würden 70 Prozent, d. h. rund 21 Millionen Franken, zu Lasten des Bundes gehen. Mit Rücksicht auf die Finanzlage des Bundes und des Kantons Tessin wurde vereinbart, dass die Realisierung des Gesamtprojektes zurückzustellen sei. Die Tessiner Behörden und das EMD prüfen gegenwärtig ein Programm zur Durchführung der am dringendsten notwendigen Ausbau- und Korrekturarbeiten in jährlichen Etappen.

Question 75: Pini. Militärflichtersatz. Befreiung für die Behinderten Taxe militaire. Exonération des invalides Revenant aux motifs invoqués dans mon postulat du 3 mars 1982, approuvé par la conseil, je demande si les objectifs fixés en relation avec le problème qui y était soulevé sont pleinement atteints. Je salue à ce propos l'initiative de la République et Canton du Jura, d'ailleurs approuvée par la commission compétente du Conseil national. Me référant à la lettre a de mon postulat, je souhaite savoir si les invalides gravement atteints sont ou ne sont pas tous exonérés du paiement de la taxe militaire en raison de leur incapacité involontaire de servir dans notre armée. Bundesrat Stich: Die Frage von Herrn Pini habe ich letzte Woche bereits beantwortet und kann ihm deshalb erneut bestätigen, dass wir noch in diesem Jahr eine Botschaft unterbreiten werden und Sie diese Frage dann selber entscheiden.

Frage 76: Zölch. Ergänzungsleistungen AHV. Prüfung der Berechtigung mittels Steuererklärung Droit aux prestations complémentaires AVS. Légitimité établie au vu de la déclaration fiscale Mit meinem vom Rat überwiesenen Postulat vom 20. Juni 1991 beauftragte ich den Bundesrat, Möglichkeiten zu prüfen, die es erlauben, die Berechtigung zum Bezug von Ergänzungsleistungen zur AHV anhand der Steuererklärung durch die Steuerbehörde prüfen zu lassen. Aus aktuellem Anlass frage ich den Bundesrat an, wieweit die diesbezüglichen Arbeiten fortgeschritten sind. Bundesrat Stich: Im Rahmen der dritten Ergänzungsleistungsrevision, die für die Legislatur 1991-1995 vorgesehen ist, wird die Frage des EL-Anmeldeverfahrens zweifellos behandelt werden. Dabei wird geprüft werden müssen, ob eine mit zusätzlichen Angaben ergänzte Steuererklärung den Ergänzungsleistungsstellen erlauben würde, die Rentner gezielt zu informieren, die Anspruch auf eine Ergänzungsleistung haben könnten.

Frage 77: Reimann Maximilian. Generelles Nachtarbeitsrecht für Frauen Travail de nuit des femmes Ist der Bundesrat in der Lage, heute schon einen - zumindest unverbindlichen - Termin in Aussicht zu stellen, bis wann das Nachtarbeitsverbot für Frauen im Industriebereich beseitigt und die Rechtsgleichheit von Mann und Frau auch auf diesem Sektor verwirklicht sein wird? Ist der Bundesrat bereit, der Realisierung des generellen Nachtarbeitsrechts für Frauen zeitlich höchste Priorität einzuräumen? Frage 78: Scheidegger. Nachtarbeit für Frauen Travail de nuit des femmes Am 9. März 1992 wurde im Nationalrat ein Postulat zur Nachtarbeit für Frauen eingereicht (Lockerung der veralteten Verordnung des Bundesrates von 1966). Bereits einen Tag später gab der Biga-Direktor in der Presse bekannt, dass er die Verordnung

nicht ändern werde. Es ist unüblich und sehr erstaunlich, dass ein Amtsdirektor einen parlamentarischen Vorstoss beantwortet, bevor das Postulat durch den Bundesrat gelesen und geprüft worden ist oder er gar darüber entschieden hat. Die betroffene Industrie braucht jetzt bewegliche Lösungen und nicht irgendwann nach 1993. Es geht ja um Ausnahmeregelungen und nicht um eine definitive Lösung. Offenbar bezahlt man lieber Arbeitslosengelder, als veraltete Verordnungen zu lockern. Ist der Bundesrat gewillt, das Postulat zur Nachtarbeit für Frauen angesichts der aktuellen konjunkturellen Situation mit hohen Arbeitslosenzahlen in neuem Licht positiv zu prüfen? M. Delamuraz, conseiller fédéral: Je répondrai tout d'abord à la question posée par M. Reimann Maximilian. La Suisse est liée par la Convention No 89 de l'Organisation internationale du travail jusqu'à fin février de l'année prochaine, laquelle stipule l'interdiction du travail de nuit des femmes dans l'indus-

16. März 1992 N 471 Fragestunde trié. Cette interdiction figurant également dans la loi suisse sur le travail, sa suppression exigerait évidemment la modification de la loi. La révision de cette loi est actuellement en cours et le travail de nuit des femmes n'est d'ailleurs que l'un des nombreux éléments que nous devons aborder afin d'adapter et de moderniser notre réglementation du travail. Telles sont, Monsieur Reimann, les idées du Conseil fédéral en la matière. Il se propose de soumettre au Parlement un message et un projet de révision dès la deuxième moitié de la législature, mais il a bien entendu la volonté d'aller de l'avant et, s'il y arrive, de se présenter au Parlement avant ce délai. Il est en effet urgent d'adapter le droit du travail aux conditions de notre temps. Cependant, et j'insiste sur ce point, la coopération des partenaires sociaux sera indispensable pour qu'une solution politiquement acceptable par tous puisse être trouvée. Telle est la réponse que je puis faire à la première partie des questions posées, notamment par M. Reimann. Quant à M. Scheidegger, qui m'interroge sur l'intervention du directeur de l'OFIAMT dans ce domaine, je lui répondrai que ces déclarations concernent certes le travail de nuit des femmes, mais ne se réfèrent nullement à son postulat. Elles étaient placées dans l'intervention que le directeur en question a faite lors de la discussion publique sur le travail de nuit des femmes dans l'entreprise ETA à Granges. Le directeur de l'OFIAMT n'a d'ailleurs fait que reprendre les termes de la décision du Conseil fédéral, annoncée et publiée le 19 février 1992 et consistant à dénoncer la Convention No 89. Je le répète, en appui de ce que je viens de dire, la dénonciation de la convention ne se traduira pas dans le droit suisse avant l'entrée en vigueur d'une loi sur le travail révisée, assurant une meilleure protection des personnes des deux sexes occupées à un travail de nuit. Donc, d'une part, la dénonciation ne prend effet au niveau international que dans une année et, d'autre part, elle ne prendra effet en droit intérieur que lorsque vous aurez apporté la modification voulue à la loi sur le travail, dans laquelle toute une série de modifications seront comprises. Monsieur Scheidegger, le postulat que vous avez déposé sera naturellement traité dans le cadre de la procédure habituelle et le Conseil fédéral se déterminera à son sujet en temps voulu. Question 79: Pini. EWR. Wo stehen wir? EEE. Où en sommes-nous? Le litige qui a bloqué la négociation finale relative à l'EEE conduite se demande si l'accord prévu est «mort-né», à moins qu'ils soit «dans le coma». C'est pourquoi j'estime souhaitable que l'autorité fédérale compétente fasse le point et fournisse une information ample et objective au Parlement et au public. M. Delamuraz, conseiller fédéral: Monsieur Pini, je vois que vous avez changé de place: vous vous rapprochez de l'extrême droite! (Hilarité) La négociation est, comme vous le savez, terminée depuis le 14 février. Il y a maintenant un texte complet sur l'Espace économique européen, mais voilà que la Commission des Communautés a décidé de demander encore

à la Cour de justice de Luxembourg de confirmer si cet accord est compatible avec le Traité de Rome sur deux points qui sont encore en discussion: le mécanisme de règlement des différends et les dispositions concernant la concurrence. Nous nous trouvons donc actuellement dans une situation d'attente. Mais nous n'avons pas de motif - si inconfortable que soit une situation d'attente - de sombrer pour autant dans le pessimisme car la Cour pourrait bien prendre sa décision avant Pâques et, dans ces circonstances, la signature pourrait avoir lieu dans la première moitié du mois de mai prochain, pour autant naturellement qu'une nouvelle et ultime négociation partielle ne soit pas demandée, ce qui aurait pour effet, peut-être, de prolonger quelque peu les délais. Il serait hasardeux de me livrer à des pronostics maintenant. Je ne suis pas Madame Soleil et, d'ailleurs, le soleil brille plus au Tessin qu'à Bruxelles ou à Berne.

Frage 80: Cross Andreas. Die Schweiz und der EWR. Schwedische Kritiken La Suisse et l'Espace économique européen. Critiques de la Suède Der schwedische Ministerpräsident hat die Haltung der Schweiz zum EWR heftig kritisiert und vor allem das direktdemokratische Entscheidungsverfahren der Schweiz und dessen zeitliche Folgen moniert. Wie stellt sich der Bundesrat zu diesen Bemerkungen des schwedischen Ministerpräsidenten ? Ist es nicht Ausdruck mangelnden Verständnisses ausländischer Regierungen für die Erfordernisse der hiesigen Demokratie, und sollte sich der Bundesrat nicht mehr um dieses Verständnis in den europäischen Hauptstädten bemühen - so wie sich der schwedische Ministerpräsident offenbar überall in Europa für seine Interessen eingesetzt hat? M. Delamuraz, conseiller fédéral: Le Conseil fédéral s'étonne, lui aussi, des propos tenus par le premier ministre suédois au sujet des délais que pourra entraîner en Suisse la soumission de l'Accord sur l'Espace économique européen au référendum populaire, obligatoire en la matière. C'est la raison pour laquelle le Conseil fédéral a chargé, le 9 mars dernier, les deux secrétaires d'Etat, MM. Blankart et Kellenberger, de citer l'ambassadeur de Suède à Berne pour lui déclarer que les reproches formulés par son premier ministre sont simplement inacceptables. Ils constituent une ingérence dans les affaires intérieures de notre pays. Le groupe nordique a fait une démarche formelle en vue du maintien de la date initiale prévue pour le référendum en Suisse. Nous lui avons fait savoir, en réponse, qu'une telle requête n'était pas acceptable, elle non plus, que vingt procédures de ratification de l'Accord sur l'Espace économique européen étaient nécessaires et que, par conséquent, rien ne nous garantissait contre de nouvelles prolongations des délais à l'occasion de ces vingt autres démarches, de sorte qu'aucun reproche ne pourra nous être fait si le traité devait entrer en vigueur plus tard que prévu. La seconde partie de votre question concerne les efforts déployés par le Conseil fédéral pour faire connaître à tous les gouvernements européens de l'Ouest - ceux des pays de l'AELE et des douze pays de la Communauté - ainsi qu'au Parlement européen lui-même. Ces démarches pour que notre démocratie et nos spécificités soient connues ont eu lieu d'une manière incessante, je dirais presque obsédante, afin que nous soyons clairement compris. Nous avons expliqué cela à nos partenaires communautaires dans le cadre de l'AELE et de nos rencontres bilatérales et multilatérales, notamment lors des réunions ministérielles. Nos diplomates en ont fait de même. Si ces particularités - je vous l'accorde, Monsieur Gross - ne sont peut-être pas encore suffisamment connues des capitales européennes, cela nous incite à multiplier nos efforts. Tant M. Felber que moi-même serons dans ces capitales dès la semaine prochaine, de même qu'incidemment et au passage M. Ogi sera à Stockholm lundi prochain. Mais, si certaines de ces capitales sont parfaitement au courant et n'ont pas besoin de nouvelles explications, d'autres ont une certaine propension à vouloir les oublier. Il est décidément plus simple de faire porter le «Schwarzen Peter»

à la Suisse qu'à d'autres quand les délais se prolongent. Frage 81: Müller. Gatt. Stand der Verhandlungen GATT. Etat des négociations et offre de la Suisse Seit längerer Zeit sind die Gatt-Verhandlungen im Gange. Die Öffentlichkeit wird darüber nur sehr sporadisch und aus verschiedenen Blickwinkeln orientiert. Wie ist der gegenwärtige Stand der Verhandlungen ? Hält der Bundesrat an der seinerzeit gemachten Offerte (Offer- te 90) fest?

Heure des questions 472 N 16 mars 1992 M. Delamuraz, conseiller fédéral: Monsieur Müller, le cycle de l'Uruguay lancé le 20 septembre 1986 à Punta del Este est évidemment une négociation multilatérale des plus complexes, en tout cas la plus complexe que connaisse le GATT depuis sa création en 1947: réduction des tarifs, négociation des règles du jeu du commerce mondial, des services, des investissements, de la propriété intellectuelle mais aussi et surtout, le volet agricole. Tout cela est matière à après négociations. Depuis qu'une projet d'acte final -je dis bien un projet - a vu le jour le 20 décembre 1991, la négociation se poursuit sur l'ensemble de cette matière. Il s'agit essentiellement d'améliorer, Monsieur Müller, le projet d'acte final en ce qui concerne le volet agricole. Les pourparlers entre les Etats-Unis et la Communauté sont en cours. Leur réussite déterminera largement la suite du processus. La Suisse a fait comprendre avec clarté que ses revendications en vue de défendre nos intérêts au maximum - clause de sauvegarde, durée des périodes de transition, exceptions à la tarification voulue générale-étaient des éléments sur lesquels nous nous battons et nous continuerions de nous battre. Ensuite les participants sont en train d'annoncer, les uns après les autres, quels pourraient être leurs engagements en matière industrielle, en matière de services et aussi en matière agricole. C'est ce qui se passe actuellement à Genève. En consultation avec les milieux intéressés, nous sommes en train, dans le cadre de l'Administration fédérale, de dresser les listes suisses dans ces trois domaines. Lorsqu'elles auront été dressées, le Conseil fédéral examinera si, et dans quelle mesure, l'offre qu'il a faite en 1990 doit être adaptée. Pour le moment, le Conseil fédéral a donné cet ordre très simple à ses négociateurs à Genève: vous travaillez sur la base de l'offre que nous avons faite il y a plus d'une année et si maintenant le cours des affaires devait entraîner une modification de cet ordre, c'est sur la base des listes de l'administration que le Conseil fédéral aurait à se prononcer mercredi prochain ou le mercredi suivant Rien pour le moment ne me dit qu'il doive le faire.

Präsident: Ich gestatte mir, im Zusammenhang mit der Fragestunde noch eine Bemerkung zu machen: Die Fragestunde wurde eingeführt, um den direkten und spontanen Kontakt der Parlamentarier mit den Regierungsmitgliedern zu gewährleisten. Dieser direkte Kontakt ist nur möglich, wenn die Fragesteller bei der Beantwortung auch im Saale anwesend sind. Das war heute leider zum Teil nicht der Fall. Wenn Sie nicht anwesend sein können, steht Ihnen das Instrument der Einfachen Anfrage zur Verfügung. Frage 82: Gonseth.

Freisetzungsversuche mit genmanipulierten Pflanzen Essais de culture en plein champ de plantes transgéniques Ende Januar 92 haben Herr Direktor J.-C. Piot und Herr E. Joseph vom BLW Frau Nationalrätin Bäumlin und mir anlässlich der Diskussion um die Risiken des Freisetzungsversuches von genmanipulierten Kartoffeln erklärt, dass die Schweiz der Firma Ciba-Geigy 1991 einen Freisetzungsversuch mit genmanipuliertem Mais verboten hat, da dies zu risikoreich sei. Nun plant die gleiche Firma für 1992 im Kanton Freiburg erneut einen Freisetzungsversuch von Mais mit eingepflanztem Antibiotikaresistenz-Gen. Ist der Bundesrat auch der Ansicht, dass durch einen solchen Freisetzungsversuch Sachzwänge geschaffen würden, bevor die demokratisch geschaffenen, gesetzlichen Grundlagen bestehen und vertiefte Risikostudien gemacht

sind? Ist der Bundesrat bereit, diesen Freisetzungsvorhaben durch die Industrie zu verbieten, bis die gesetzlichen Grundlagen bestehen? Wann und eventuell in welchem Sinn entscheidet der Bundesrat über einen erneuten Freisetzungsvorhaben in Changins? Frage 83: Bäumlin. Freisetzungsvorhaben mit genmanipulierten Pflanzen Essais de culture en plein champ de plantes transgéniques Die Herren Piot und Joseph vom BLW haben Frau Nationalrätin Gonseth und mir Ende Januar 1992 in bezug auf die Freisetzungsvorhaben mit genmanipulierten Pflanzen erläutert, dass die Forschungen der eidgenössischen Forschungsanstalt Changins unter anderem dazu da seien, um wirklich gefährliche Experimente, wie sie von der Privatindustrie bisher im Ausland betrieben wurden, kompetent im Auge zu behalten und bis zur Feststellung der Unbedenklichkeit in unserem Hoheitsgebiet verbieten zu können. Changins mache deswegen kontrollierbare Kleinversuche zwecks wissenschaftlicher und methodischer Erkenntnis. Weiss der Bundesrat, dass die Firma Ciba-Geigy bei Freiburg einen Grossfeldversuch mit antibiotikaresistentem Mais wiederholen will, wie er bisher im Elsass durchgeführt wurde? Wird er diese Freisetzung erlauben, bevor die Resultate des Changins-Kleinversuches unumstösslich feststehen? Réponse écrite du Conseil fédéral 1. La maison Ciba-Geigy n'a pas présenté en 1991 une demande officielle en vue d'établir un essai de maïs transgénique en Suisse. Il ne pouvait donc être question d'interdire un tel essai ni d'établir une évaluation officielle des risques qu'il comporte. 2. La maison Ciba-Geigy a présenté aux autorités du canton de Fribourg une demande d'autorisation en vue de réaliser, en 1992, un essai de maïs transgénique, en petites parcelles, sur son domaine de recherche de St-Aubin. Ce projet a fait l'objet d'une évaluation critique de la part de la Commission interdisciplinaire suisse pour la sécurité biologique dans la recherche et la technique (CSSB). Cette commission recommande, sous réserve de certaines conditions, l'exécution du dit essai. Nous n'avons pas connaissance de l'état des démarches relative à sa mise en place. 3. Le Conseil fédéral prévoit de soumettre au Parlement, dans le cadre du projet EUROLEX, des dispositions complémentaires à la loi sur la protection de l'environnement. Ces dispositions serviront de base légale à l'introduction, dans la législation suisse, de la directive 90/220/CEE relative à l'introduction intentionnelle dans l'environnement d'organismes génétiquement modifiés. Dès lors, il sera possible de traiter des demandes concernant des essais, du type de celui projeté par la maison Ciba-Geigy, selon une procédure légale. 4. Une demande d'autorisation en vue du renouvellement de l'expérimentation du clone de pommes de terre transgéniques à la Station fédérale de recherches agronomiques de Changins/Nyon est en préparation au sein de l'Administration fédérale. Cette nouvelle demande fait l'objet d'une évaluation critique par la CSSB qui, à l'unanimité, approuve la poursuite de cette expérimentation. Frage 84: Maeder. Schweizer Delegation an der Artenschutzkonferenz Délégation suisse à la Conférence internationale sur la conservation des espèces An der Artenschutzkonferenz in Kyoto hat der Schweizer Delegierte, Dr. Peter Dollinger, Leiter der Abteilung Internationaler Verkehr beim Bundesamt für Veterinärwesen, sich als einziger Delegierter für eine Wiederaufnahme der Abschachtung von Elefanten eingesetzt. Verschiedene internationale Tierschutzorganisationen waren über diese Haltung der Schweiz empört. Wie beurteilt der Bundesrat die Stellungnahme des Schweizer Delegierten, der schon bei anderer Gelegenheit (Wale!) durch seine nicht sehr tierfreundliche Haltung aufgefallen war? Réponse écrite du Conseil fédéral Le Conseil fédéral a donné des instructions à la délégation suisse, en février dernier, en vue de la Conférence de Kyoto sur la conservation des espèces qui vient de s'achever. Elles laissaient une certaine liberté de manoeuvre s'agissant de l'at-

16. März 1992 N 473 Fragestunde titule à adopter concernant le degré de protection des élé- phants dans quatre pays d'Afrique dans lesquels leurs effectifs sont importants. La délégation suisse devait dès lors tenir compte du contexte politique et de la tournure des échanges de vues entre les dé- légations à Kyoto. Le chef de la délégation suisse, Peter Dollinger, de l'Office vé- térinaire fédéral, sera appelé à faire rapport sur les événe- ments survenus à Kyoto et à expliquer les raisons pour les- quelles il s'est exprimé en faveur de l'acceptation de la de- mande présentée par certains pays africains. Si les circonstances le commandent, des mesures internes se- ront prises. Frage 85: Baumann.

Antibiotikaverseuchtes Milchpulver Lait en poudre contaminé par des antibiotiques Wie die «SonntagsZeitung» zu berichten wusste, wird immer mehr Milch der Schweiz mit Antibiotika verseucht. Rund 300 Tonnen mit Antibiotika belastetes Milchpulver liegen gegenwärtig am Lager, und niemand wisse, wohin mit dieser Trockenmilch. Die Antibiotika-Anwendung ist die Folge der Hochleistungs- zucht. - Was gedenkt der Bundesrat gegen die zunehmende Antibio- tika-Anwendung in der Nutztierhaltung zu unternehmen? - Was geschieht mit dem kontaminierten Milchpulver? - Was kosten die Lagerung, Verwertung, Vernichtung dieses Milchpulvers den Bund (Milchrechnung)? Réponse écrite du Conseil fédéral Depuis 1986, les contrôles visant à détecter la présence d'anti- biotiques dans le lait ont été renforcés. Une méthode très pré- cise (test Delvo) est utilisée. Les contraventions sont sévère- ment punies. Cela a conduit à une régression des cas d'infraction (737 en 1987; 355 en 1991). (Nous rappelons qu'il y a en Suisse envi- ron 60 000 producteurs de lait.) Selon des renseignements fournis par l'Union centrale des producteurs suisses de lait et contrôlés par l'administration, les stocks actuels de poudre de lait contaminée par des anti- biotiques s'élèvent à 100 tonnes en chiffres ronds. Cette poudre de lait n'est utilisée que pour préparer des ali- ments médicamenteux pour le bétail. Ces aliments ne sont ad- ministrés que sur ordonnance vétérinaire et ne le sont pas dans la thérapie des vaches laitières. Le stockage, l'utilisation et la destruction éventuelle de cette poudre de lait contaminée ne coûtent rien à la Confédération, ces frais étant supportés par les responsables du dommage. Frage 86: Wanner. Ausbau des Bahnhofs Ölten Aménagement de la gare d'Olten Seit längerer Zeit ist der Ausbau des Bahnhofs Ölten vorgese- hen. Offenbar sind nun die Vorarbeiten ins Stocken geraten. - Wie ist der momentane Planungsstand? - Welche Ueberlegungen haben zu einer Verzögerung des Vor- habens geführt? Sind diese in erster Linie finanzieller Natur? - Wären allenfalls, wenn der Ausbau des Bahnhofs Ölten vor- läufig nicht erfolgen sollte, negative Auswirkungen auf die Reali- sierung der «Bahn 2000» undderNeatzu erwarten? Schriftliche Antwort des Bundesrates Im Bahnhof Ölten sind zwei «Ausbaupakete» geplant: einer- seits der Ausbau des Bahnhofs bezüglich Verbesserung der Publikums- und Verkaufsanlagen, andererseits die Erhöhung der Leistungsfähigkeit des Bahnhofs. Wir gehen davon aus, die Frage beziehe sich auf die Verbesse- rung der Publikums- und Verkaufsanlagen. Planungsstand: Es wurde ein Projektwettbewerb gemacht. Die Ergebnisse liegen vor. Weitere Planungsschritte unternah- men die SBB nicht. Gründe für die Verzögerung: Hauptgrund ist tatsächlich die fi- nanzielle Lage. Die SBB mussten Prioritäten setzen. Hinzu kam die Unsicherheit, welche Auswirkungen die Hebung der Leistungsfähigkeit des Bahnhofs auf das vorgesehene Projekt haben wird. Im Sinne einer zweckmässigen Etappierung ge- ben die SBB dem Ausbau der Leistungsfähigkeit den Vorzug. Auswirkung auf «Bahn 2000»: Die Verbesserungen der Publi- kums- und Verkaufsanlagen tangieren die Pläne der SBB zur Leistungssteigerung des Bahnhofs Ölten nicht. Darum hat die vorläufige Sistierung dieses Vorhabens keine negativen Aus- wirkungen auf «Bahn 2000». Question 87: Pini. SBB.

«Bedretto-Fenster» CFF. «Fenêtre de Bedretto» La liaison ferroviaire avec Airolo par le Val Bedretto via le tunnel de la Furka a été l'objet de vives controverses pendant et après le réalisation de l'ouvrage pour lequel le regretté conseiller fédéral Bonvin s'étant engagé. La sortie dite «fenêtre de Bedretto» restera-t-elle définitivement bloquée, notamment à cause des projets RAIL 2000 et NLFA (ce dernier devant encore être soumis au peuple) ?

Schriftliche Antwort des Bundesrates Die Tunnel durch Furka (Autoverlad) und Gotthard gewährleisten eine ganzjährige Verbindung zwischen Goms und Tessin. Die Kosten von über 100 Millionen Franken für den Ausbau des einen Durchmesser von bloss 9 m aufweisenden Bedretto-Stollens stünden in keinem Verhältnis zum Nutzen; zudem ist die Route durchs Bedrettotall stark lawinengefährdet. Der überregionale Verkehr Wallis-Tessin läuft nicht durchs Goms, sondern über die kürzere Simplonroute. Das Parlament vertritt immer die Auffassung, das «Bedretto-Fenster» solle keine Eigenbedeutung haben. Frage 88: Binder. «Bahn 2000». Brüttener Tunnel. Ueberwerfungsbauwerk Hürlistein (Effretikon) RAIL 2000. Tunnel de Brütten. Saut-de-mouton d'Hürlistein (Effretikon) Den SBB laufen die Kosten für die Realisierung ihrer Bauten im Rahmen des Projektes «Bahn 2000» davon. Diese Situation wird zu Rotstiftübungen führen. Im Räume Zürich sind zwei grosse Projekte geplant. Es sind dies das Ueberwerfungsbauwerk Hürlistein bei Effretikon und der Brüttener Tunnel. Beide Bauwerke haben grosse Bedeutung für den Bahnhof Effretikon. Hier passieren täglich gegen 600 Züge. Somit ist klar, dass die Bahnhofplanung Effretikon stark von den genannten Investitionen abhängt. Werden die beiden erwähnten Bauwerke (Ueberwerfung Hürlistein, Brüttener Tunnel) im Rahmen von «Bahn 2000» gebaut? Schriftliche Antwort des Bundesrates 1. «Bahn 2000» (Brüttener Tunnel) Parlament und Volk stimmten dem Bundesbeschluss über den Bau neuer Linien der SBB im Rahmen von «Bahn 2000» zu. Dieser Beschluss ist nach wie vor in Kraft Demnach wird das Netz der SBB unter anderem mit der neuen Linie Zürich-Flughafen-Winterthur (Brüttener Tunnel) erweitert Diese Neubaustrecke ist 10 km lang, davon entfallen rund 8 km auf den Brüttener Tunnel. Das Parlament stimmte ebenfalls dem Bundesbeschluss über einen Verpflichtungskredit für die Verwirklichung des Konzeptes «Bahn 2000», Teil SBB, zu. Dieser Beschluss ist nach wie vor gültig. Somit sind finanzielle Mittel für den Bau der Neubaustrecke Zürich-Flughafen-Winterthur gesichert. 2. Ueberwerfung Hürlistein (Effretikon) Dieses Projekt bildet Gegenstand der S-Bahn Zürich/2. Teilergänzung. Ueber den erforderlichen Kredit wurde 1989 abgestimmt. Zurzeit sind Planungs- und Projektierungsarbeiten im Gange. Ueber die Ausgestaltung einzelner Projekte wie zum Beispiel die Ueberwerfung Hürlistein - können momentan keine Angaben gemacht werden.

Heure des questions 474 N 16 mars 1992 Frage 89: Schmid Peter. Kostenüberwälzung bei Verkehrsunfällen Accidents de la circulation. Répercussion des coûts Eine Studie, die vom Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement in Auftrag gegeben wurde, kommt zum Schluss, dass knapp 1,5 Milliarden Franken oder fast 30 Prozent der Gesamtkosten von Verkehrsunfällen nicht durch die Verursacher bezahlt werden, sondern von Unfallopfern, deren Angehörigen und von der Allgemeinheit. Das Departement hat angekündigt, es werde im Frühling zu den Ergebnissen dieser Studie Stellung nehmen. Wann genau ist mit dieser Stellungnahme zu rechnen? Schriftliche Antwort des Bundesrates In der Pressemitteilung wurde am 25. November 1991 angekündigt, dass weitere Teilstudien zu den sozialen Kosten und Nutzen des Verkehrs bis etwa im Frühling 1992 abgeschlossen sein werden. Nachdem die Veröffentlichung der Sonderstudie über die Kosten der Verkehrsunfälle zu Missverständnissen geführt hat, wird auf die laufende Veröffentlichung der weiteren

Einzelstudien verzichtet. Vielmehr sollen die Studien erst mit einer wissenschaftlichen Zusammenfassung und Gesamtdarstellung der externen Kosten und Nutzen zur Verfügung gestellt werden. Erst nach Vorliegen dieser Gesamtdarstellung wird die politische Diskussion beginnen können. Bis dahin nimmt das EVED zu den Einzelstudien nicht Stellung.

Question 90: Pini. Schifffahrt auf dem Langensee. Aenderung der Konzession Navigation sur le lac Majeur. Modification de la concession Compte tenu des expériences peu encourageantes faites en relation avec la concession accordée à la société «Gestione Governativa Navigazione Laghi Maggiore, di Garda e di Como» de Milan pour la navigation sur le lac Majeur en particulier - ainsi que sur le lac de Lugano - l'autorité fédérale compétente ne pense-t-elle pas que le moment soit venu de réexaminer l'accord passé avec la société susdite et qui échoit le 31 décembre 1996? Par ailleurs, la Convention italo-suisse de 1923-ratifiée respectivement par les Chambres fédérales le 9 avril 1924 et par l'Italie le 10 janvier 1926 - étant surannée et nécessitant une mise à jour, le but de la présente intervention est aussi de proposer une meilleure prise en considération des intérêts publics traditionnellement liés du canton et de la Confédération dans la région du lac Majeur.

Schriftliche Antwort des Bundesrates Gestützt auf das Postverkehrs-gesetz und die Verordnung über die konzessions- und bewilligungspflichtige Schifffahrt bedarf die regelmässige gewerbsmässige Beförderung von Personen mit Schiffen einer eidgenössischen Konzession. Das Eidgenössische Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement EVED erteilte der Gestione Governativa Navigazione Laghi Maggiore, di Garda e di Como (NLM) für die Reisendenbeförderung auf dem schweizerischen Teil des Langensees erstmals 1956 eine Konzession bis 1976. Diese wurde anschliessend bis 1996 erneuert. Ihren sich aus Gesetz und Konzession ergebenden Verpflichtungen ist die NLM bisher nachgekommen. Eine Neuüberprüfung der konzessionsrechtlichen Grundlagen wird nach Ablauf der erteilten Konzessionsdauer vorgenommen. Neben einer Konzession können, sofern keine wesentliche Konkurrenzierung zum konzessionierten Unternehmen besteht, Bewilligungen für die Personenbeförderung mit Schiffen erteilt werden. Ein Verfahren zur Erteilung einer solchen Bewilligung auf dem Langensee ist zurzeit bei den zuständigen Behörden hängig. Der schweizerisch-italienische Staatsvertrag von 1923 ist nach übereinstimmender Auffassung von Italien und der Schweiz revisionsbedürftig. Konkrete Revisionsbestrebungen sind im Gange.

Frage 91 : Maeder. Flugplatz Lugano-Agno. Weitere Linien-Konzessionen? Aéro-drome de Lugano-Agno. Concessions pour de nouvelles lignes? Erachtet es der Bundesrat nicht als Widerspruch, dass zwei weitere Linien-Konzessionen geprüft werden (ab 6.15 Uhr Agno-Zürich, an 22.45 Uhr Zürich-Agno und Agno-München-Agno auf den 18. März), a) obwohl eine Aufsichtsbeschwerde der Anrainergemeinde Bioggio wegen der Erweiterung des Flugbetriebs gegen das BAZL eingegangen ist und Bundesrat Ogi erklärt hat, dass geprüft werden muss, ob der heutige Flugbetrieb in Agno den gesetzlichen Bestimmungen entspricht und ob allenfalls Massnahmen getroffen werden müssen, und b) obwohl im Rahmen des Verfahrens um die Flughafen-Konzession eine UVP vorgesehen ist?

Schriftliche Antwort des Bundesrates Es trifft zu, dass das Bundesamt für Zivilluftfahrt zurzeit mit der Prüfung von Gesuchen, einerseits für die Eröffnung einer Linienverkehrsverbindung zwischen Lugano und München durch die schweizerische Crossair und die Deutsche Lufthansa, andererseits für die Vor- bzw. Nachverlegung von Linienflügen der Crossair zwischen Lugano und Zürich befasst ist. Im Falle von Lugano-München handelt es sich um die Verwirklichung einer Flugverbindung, die im schweizerisch-deutschen Luftrverkehrsabkommen vorgesehen ist. Die Lufthansa möchte

den ersten Retourflug mit «Dash 8» am 30. März durchführen, die Crossair ihre Linie mit «Saab 340» am 17. Mai eröffnen. Beim Gesuch der Crossair um Genehmigung eines Flugplatzes, dereinen Frühlflug in Lugano mit «BAe 146-Jumbolino» um 06.15 Uhr und eine Spätankunft in Lugano um 22.10 Uhr vorsieht, geht es um eine Verbesserung der Verbindungen mit Zürich und darüber hinaus mit einer Vielzahl von weiteren Bestimmungsorten. Bei der Beurteilung der beiden neuen Vorhaben kommt der Stellungnahme des Staatsrates des Kantons Tessin gemäss der Luftfahrtgesetzgebung grosses Gewicht zu. Zu Frage a: Gemäss langjähriger, ständiger Praxis ist der Umstand, dass der Flugplatz Lugano-Agno gestützt auf eine Bewilligung und nicht auf eine Konzession betrieben wird, kein Hindernis für die Zulassung von Linienflügen. Der Flugplatz steht den Luftverkehrsunternehmen mit hierzu geeigneten Flugzeugen zur Verfügung. Die Tatsache, dass die Gemeinde Bioggio eine Aufsichtsbeschwerde eingereicht hat, die diese Praxis beanstandet, vermag rechtlich die Behandlung neuer Gesuche nicht aufzuschieben. Zu Frage b: Die Prüfung der genannten Gesuche und der Entscheidung darüber präjudizierten das Verfahren um Erteilung einer Flughafenkonzession und die in Zusammenhang damit durchzuführende Umweltverträglichkeitsprüfung nicht.

Question 92: Zisyadis. Betriebsbewilligung für KKW Mühleberg. Konsultation der Kantone Permis d'exploitation de la centrale de Mühleberg La plus vieille centrale nucléaire de Suisse, Mühleberg, a été mise en service dans le cadre de la loi de 1959 sur l'utilisation pacifique de l'énergie atomique. A cette époque, seul le canton de site devait donner son préavis. Depuis 1979, la notion d'autorisation générale limitée dans le temps prévoyait la consultation de tous les cantons. Pourquoi le Conseil fédéral n'a pas ouvert auprès de tous les cantons la procédure de consultation? Schriftliche Antwort des Bundesrates Die Rahmenbewilligung wurde 1978 mit dem Bundesbeschluss zum Atomgesetz eingeführt. Sie ist erforderlich für den Bau von neuen Kernanlagen. So braucht es zum Beispiel für

16. März 1992 N 475 Fragestunde das geplante zentrale Zwischenlager für radioaktive Abfälle in Würenlingen eine Rahmenbewilligung. Im Rahmenbewilligungsverfahren werden alle Kantone eingeladen, eine Vernehmlassung abzugeben. Dagegen legt Artikel 12 des Bundesbeschlusses zum Atomgesetz ausdrücklich fest, dass bestehende Kernanlagen keiner Rahmenbewilligung bedürfen. Wenn Bewilligungen bestehender Kernanlagen geändert werden müssen, gilt das Atomgesetz. In diesem Fall ist nach Artikel 7 Absatz 2 des Atomgesetzes einzig die Stellungnahme des Standortkantons einzuholen.

Frage 93: Ruf. Kassier-Telefonstation «Telcastar» der PTT Appareil téléphonique «Telcastar» des PTT In immer mehr öffentlichen Telefonkabinen wird die neue Kassier-Telefonstation «Telcastar» installiert. Eine Besonderheit dieses Apparats liegt in der Anzeige der gewählten Telefonnummer auf einem auch aus Distanz gut erkennbaren Display - und zwar während der ganzen Gesprächsdauer. Für Aussenstehende ist es somit ohne weiteres möglich, die vom Telefonbenützer angewählte Gegenstation - und damit deren Inhaber - zu identifizieren. Dem Benutzer der «Telcastar»-Station dient jedoch die Display-Anzeige wenig oder gar nicht. - Wie ist die quasi öffentliche Nummernanzeige beim «Telcastar» mit den Erfordernissen des Persönlichkeits- und des Datenschutzes zu vereinbaren? - Ist der Bundesrat bereit, bei den PTT dahingehend zu intervenieren, dass die Display-Anzeige bei den öffentlichen «Telcastar»-Apparaten ausser Betrieb gesetzt wird? Schriftliche Antwort des Bundesrates